

Overwegende het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn ;
Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;
Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het getuigschrift voor lager onderwijs uitgereikt door de School met programma's van de Franse Gemeenschap van België in Rabat wordt erkend als gelijkwaardig met het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de inrichtingen voor lager onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2021.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 augustus 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/21793]

26 AOUT 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 août 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun destinée aux directeurs et directrices des écoles maternelles, primaires et fondamentales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, article 6.1.3-9 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, article 7, § 2, alinéa 4, et 8, § 1^{er} ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho médico sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, articles 8, § 2, alinéa 4, et 15 ;

Vu le décret du 17 juin 2021 portant le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des centres PMS, article 88 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun, les articles 1 et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 août 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun destinée aux directeurs et directrices des écoles maternelles, primaires et fondamentales, l'article 2 ;

Vu le " Test genre " du 24 février 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mai 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2021 ;

Vu le protocole de négociation du 27 mai 2021 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 27 mai 2021 ;

Vu l'avis n° 69.643/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. – *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun, les modifications suivantes sont introduites :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots " L'Institut de la formation en cours de carrière " sont remplacés par les mots " L'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue " ;

b) dans l'alinéa 1^{er}, les mots " et 2020-2021 " sont remplacés par les mots " à 2022-2023 " ;

c) dans l'alinéa 1^{er}, les termes " ou à distance synchrone en cas d'impossibilité pour l'Institut d'organiser les deux demi-jours en présentiel, " sont insérés entre les termes " de formation en présentiel " et les termes " visés par l'article 7, § 2, alinéa 2, 1^o " ;

d) dans l'alinéa 1^{er}, les mots " visés par l'article 7, § 2, alinéa 2, 1^o, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire » sont remplacés par les mots " visés par l'article 6.1.3-8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire pour ce qui relève du niveau inter-réseaux » ;

e) dans l'alinéa 1^{er}, les mots " par l'article 7, § 2, alinéa 10, dudit décret » sont remplacés par les mots " visés par l'article 6.1.3-9 du même Code » ;

f) dans l'alinéa 1^{er}, les termes " Il faut entendre par " formation à distance synchrone », la formation pour laquelle les participants et les formateurs se connectent simultanément en ligne à leur session de formation et où l'échange entre les apprenants et les formateurs/tuteurs se fait en temps réel par différents moyens technologiques. » sont insérés à la suite des termes " visée par l'article 7, § 2, alinéa 10, dudit décret. » ;

g) dans l'alinéa 3, les mots " du référentiel du tronc commun » sont remplacés par les mots " des référentiels du tronc commun ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 3 est abrogé ;

b) dans l'alinéa 4, devenu alinéa 3, les termes " et pour le 1^{er} quadrimestre de l'année scolaire 2021-2022 » sont insérés après les termes " Pour 2020-2021 » ;

c) dans l'alinéa 4, devenu alinéa 3, le terme " également » est abrogé ;

d) dans l'alinéa 4, devenu alinéa 3, les mots " au cours de l'année 2019-2020 » sont remplacés par les mots " au cours des années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 » ;

e) dans l'alinéa 5, devenu alinéa 4, les termes " et pour le 1^{er} quadrimestre de l'année scolaire 2021-2022 pour les seuls membres du personnel qui n'ont pas pu suivre les formations pour les motifs visés à l'alinéa précédent » sont insérés après les termes " pour 2020-2021 » ;

f) dans l'alinéa 6, devenu alinéa 5, les termes " visés aux alinéas 4 et 5 » sont remplacés par les termes " visés aux alinéas 3 et 4 » ;

g) l'article 2 est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

" Pour 2021-2022, la formation s'adresse aux membres du personnel de 1^{re} et 2e années de l'enseignement primaire ordinaire, dont les maîtres d'éducation physique et de philosophie et citoyenneté enseignant dans ces mêmes années.

Par dérogation à l'alinéa 6, pour 2021-2022, la formation s'adresse aux membres du personnel enseignant de l'enseignement primaire spécialisé impliqués dans un dispositif d'intégration en 1^{re} et 2e années de l'enseignement primaire ordinaire, dispositif prévu par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Pour 2022-2023, la formation s'adresse aux membres du personnel de 3^{ème} et 4^{ème} années de l'enseignement primaire ordinaire, dont les maîtres de seconde langue enseignant dans ces mêmes années à l'exception de ceux qui ont déjà été formés antérieurement. La formation s'adresse également aux maîtres de religion et de morale non confessionnelle enseignant en 1^{re}, 2e, 3^{ème} ou 4^{ème} années de l'enseignement primaire ordinaire.

Par dérogation à l'alinéa 8, pour 2022-2023, à l'exception de ceux qui ont déjà été formés antérieurement, la formation s'adresse aux membres du personnel enseignant de l'enseignement primaire spécialisé impliqués dans un dispositif d'intégration en 3^{ème} et 4^{ème} années de l'enseignement primaire ordinaire, dispositif prévu par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. ».

CHAPITRE II. – *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 août 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun destinée aux directeurs et directrices des écoles maternelles, primaires et fondamentales*

Art. 3. Dans l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 août 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun destinée aux directeurs et directrices des écoles maternelles, primaires et fondamentales, les modifications suivantes sont introduites :

a) les termes " et de l'année scolaire 2021-2022 » sont insérés après les termes " Au cours du 1^{er} trimestre de l'année scolaire 2020-2021 » ;

b) il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit : " Sauf circonstances exceptionnelles, le directeur/la directrice d'une école maternelle, primaire et fondamentale, ne peut s'inscrire qu'une seule fois à la journée supplémentaire de formation prévue à l'alinéa précédent. ».

CHAPITRE III. – *Dispositions finales*

Art. 4. L'article 1^{er}, a), d) et e), entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Art. 5. Sauf en ce qui concerne l'entrée en vigueur prévue par l'article 4, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Art. 6. Le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 août 2021.

Le Ministre Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/21793]

26 AUGUSTUS 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 augustus 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern voor directeurs van kleuter-, lagere en basisscholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek van basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.3-9;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, artikel 7, § 2, vierde lid, en 8, § 1;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de PMS-centra en de oprichting van een Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, artikelen 8, § 2, vierde lid, en 15;

Gelet op het decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra, artikel 88;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern, artikelen 1 en 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 augustus 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern voor directeurs van kleuter-, lagere en basisscholen, artikel 2;

Gelet op de "Gendertest" van 24 februari 2021, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 mei 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 mei 2021;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 27 mei 2021 met het onderhandelingscomité tussen de regering en Wallonie Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol binnen het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, afgesloten op 27 mei 2021;

Gelet op het advies 69.643/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 juli 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden "Het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan" vervangen door de woorden "Het Netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding »;

b) in lid 1 worden de woorden "en 2020-2021" vervangen door de woorden "tot en met 2022-2023";

c) in lid 1 worden de woorden "of synchroon afstandsonderwijs indien het voor het Instituut onmogelijk is de twee halve dagen opleiding in groepsverband te organiseren," ingevoegd tussen de woorden "opleiding in groepsverband" en de woorden "bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, 1^o";

d) in het eerste lid worden de woorden "bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, 1^o, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de inrichtingen voor gewoon lager onderwijs" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 6.1.3-8, § 1, eerste lid, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs wat het netoverschrijdend niveau betreft";

e) in het eerste lid worden de woorden "in artikel 7, § 2, lid 10, van genoemd decreet" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 6.1.3-9 van hetzelfde Wetboek";

f) in lid 1 worden na de woorden "bedoeld in artikel 7, § 2, lid 10, van genoemd decreet." de woorden "Onder "synchrone afstandsopleiding" dient een opleiding waarbij deelnemers en opleiders gelijktijdig online verbinding maken voor hun opleidings sessie en waarbij de uitwisseling tussen lerenden en opleiders/begeleiders in real time plaatsvindt via verschillende technologische middelen, verstaan te worden.", ingevoegd;

g) in lid 3 worden de woorden "van het referentiestelsel van de gemeenschappelijke kern " vervangen door de woorden "van de referentiestelsels van de gemeenschappelijke kern ".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 3 wordt opgeheven;

b) in lid 4, nu lid 3, worden de woorden "en voor de eerste vier maanden van het schooljaar 2021-2022" ingevoegd na de woorden "voor 2020-2021";

c) in lid 4, nu lid 3, wordt het woord "ook" opgeheven;

d) in lid 4, dat lid 3 is geworden, worden de woorden "tijdens het schooljaar 2019-2020" vervangen door de woorden "tijdens de schooljaren 2019-2020 en 2020-2021";

e) in het vijfde lid, thans vierde lid, worden na de woorden "voor 2020-2021" de woorden "en voor de eerste vier maanden van het schooljaar 2021-2022 alleen voor de personeelsleden die om de in het vorige lid genoemde redenen niet aan de opleidingscursussen hebben kunnen deelnemen" ingevoegd;

f) in lid 6, thans lid 5, worden de woorden "bedoeld in de leden 4 en 5" vervangen door de woorden "bedoeld in de leden 3 en 4";

g) artikel 2 wordt aangevuld met vier leden, die als volgt luiden:

"Voor 2021-2022 is de opleiding gericht op personeelsleden van het eerste en tweede leerjaar van het gewoon lager onderwijs, met inbegrip van leermeesters lichamelijke opvoeding en filosofie en burgerzin die in die leerjaren lesgeven.

In afwijking van het zesde lid is de opleiding voor 2021-2022 bestemd voor het onderwijzend personeel van het gespecialiseerd lager onderwijs dat betrokken is bij een integratiestelsel in de leerjaren 1 en 2 van het gewoon lager onderwijs, een stelsel waarin is voorzien door het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Voor 2022-2023 is de opleiding bedoeld voor personeel in het 3e en 4e leerjaar van het gewoon lager onderwijs, met inbegrip van leermeesters tweede taal die in deze leerjaren lesgeven, met uitzondering van degenen die al een opleiding hebben gevolgd. De opleiding is ook bestemd voor godsdienstleermeesters en leermeesters niet-confessionele zedenleer die lesgeven in het 1e, 2e, 3e of 4e leerjaar van het gewoon lager onderwijs.

In afwijking van lid 8 is de opleiding voor de jaren 2022-2023, met uitzondering van degenen die reeds eerder een opleiding hebben gevolgd, bestemd voor het onderwijzend personeel van het gespecialiseerd lager onderwijs dat betrokken is bij een integratiestelsel in het 3de en 4de leerjaar van het gewoon lager onderwijs, een stelsel waarin is voorzien door het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs."

HOOFDSTUK II. - Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 augustus 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern voor directeurs van kleuter-, lagere en basisscholen

Art. 3. In artikel 2, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 augustus 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern voor directeurs van kleuter-, lagere en basisscholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "en het schooljaar 2021-2022" worden ingevoegd na de woorden "Tijdens het eerste kwartaal van het schooljaar 2020-2021 »;

b) er wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt: "Behoudens uitzonderlijke omstandigheden kan de directeur van een kleuter-, basis- en lagere school zich slechts eenmaal inschrijven voor de in het vorige lid bedoelde extra opleidingsdag.

HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen

Art. 4. Artikel 1, a), d) en e), treedt in werking op 1 september 2022.

Art. 5. Met uitzondering van de inwerkingtreding bepaald in artikel 4, treedt dit besluit in werking op 1 september 2021.

Art. 6. De minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 augustus 2021.

De minister president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2021/21795]

26 AOÛT 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 2009 approuvant les statuts organiques et le règlement général de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 2009 approuvant les statuts organiques et le règlement général de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique ;

Considérant la délibération de l'Assemblée générale des Classes de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique réunie le 19 juin 2021 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 2009 approuvant les statuts organiques et le règlement général de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.